

REPERTOIRE N° 090/CC

Du 17 juin 1997

DECISION N°090 /CC DU 17 JUIN 1997
relative à une requête en annulation présentée par
Michel BEKALE EMANE

AU NOM DU PEUPLE GABONAIS,

LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Vu la requête régulièrement introduite par Monsieur Michel BEKALE EMANE, par laquelle il sollicite de la Cour Constitutionnelle l'annulation des résultats du scrutin du 26 janvier 1997 dans le département de l'Abanga-Bigné à l'issue duquel son adversaire Martin NZOUGHE a été proclamé élu sénateur ;

Vu le mémoire en défense de ce dossier ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu les conclusions du Commissaire à la loi ;

Vu la Constitution ;

Vu la Loi Organique 9/91 du 26 septembre 1991 sur la Cour Constitutionnelle, modifiée par la loi organique 13/94 du 17 septembre 1994 ;

Vu la loi organique 7/96 du 12 mars 1996 portant dispositions communes à toutes les élections politiques ;

Vu la loi organique 18/96 du 15 avril 1996 relative à l'élection des sénateurs ;

Le Rapporteur ayant été entendu

1.- Considérant que par requête susvisée, Monsieur Michel BEKALE EMANE, candidat à l'élection à laquelle il a été procédé le 26 janvier 1997 pour la désignation d'un sénateur dans le département de l'Abanga-Bigné à Ndjolé, a saisi la Cour Constitutionnelle aux fins de voir prononcer l'annulation de cette élection qui s'est terminée par la victoire de son adversaire Martin NZOUGHE, motif pris de la violation d'un accord politique intervenu entre son parti le PDG et le FAR au mois de novembre 1996 et aux termes duquel chaque parti s'est obligé à soutenir les candidats de l'autre lors des prochaines élections locales, législatives et sénatoriales ; qu'il fonde son action sur les dispositions des articles 123 et 133 de la loi 7/96 du 12 mars 1996 portant dispositions communes à toutes les élections politiques ; qu'il invoque en outre un accord de dernière heure entre le PDG et le RNB ayant conduit les responsables locaux de celui-ci à empêcher irrégulièrement l'un de ses électeurs, le Conseiller départemental Emile BOUNDZANGA, à prendre part au scrutin en lui demandant la veille de ne pas se rendre au bureau de vote et en lui retirant sa carte d'adhésion à ce parti ;

2.- Considérant que l'article 123 dispose : " Le contentieux des élections est régi par les règles de procédure applicables en la matière devant les tribunaux administratifs ou devant la Cour Constitutionnelle selon le type d'élection politique", tandis que l'article 133 énonce :

la fraude, le transfert d'électeurs d'une circonscription à une autre ou d'un bureau de vote à un autre, la corruption entachant d'irrégularité l'élection, peuvent entraîner son annulation s'il est reconnu par la juridiction compétente qu'elles ont faussé le résultat du scrutin d'une manière déterminante pour l'élection des candidats.

Il en est de même de la participation à la propagande électorale, par des déclarations publiques écrites ou verbales, des autorités administratives.

Peuvent également entraîner l'annulation, la violence et les voies de fait constatées dans un bureau de vote et aux abords immédiats, le port d'insignes distinctifs, la distribution de sommes d'argent dans le bureau de vote ou en tout autre lieu ainsi que la diffamation le jour du scrutin.

3.- Considérant qu'il est constant que lors du scrutin du 26 janvier 1997, en dépit de l'accord en question, des électeurs appartenant au FAR ont préféré donner leurs suffrages à Martin NZOUGHE, candidat du RNB, dont ils ont ainsi favorisé la victoire ;

4.- Considérant que l'inobservation d'un tel accord par l'une des parties ne figure pas au nombre des causes d'annulation limitativement énumérées à l'article 133 susvisé ; qu'il en résulte qu'en l'état, la sanction de l'inexécution d'un accord politique entre les parties ne relève pas de la compétence du juge de l'élection.

5.- Considérant par ailleurs, que l'entrave faite par le RNB à l'exercice par l'électeur Emile BOUNDZANGA de son droit de vote, pour condamnable qu'elle fût n'est pas de nature à entraîner l'annulation de l'élection, d'autant que le défendeur a été élu avec 8 voix ;

D E C I D E

Article 1er. La requête présenté par Monsieur Michel BEKALE EMANE est rejetée.

Article 2. La présente décision sera notifiée au requérant et publiée au Journal Officiel de la République

Ainsi décidé et délibéré par la Cour Constitutionnelle en sa séance du dix sept juin mil neuf cent quatre vingt dix sept, où siégeaient :

Madame Marie-Madeleine MBORANTSUO Président,

Messieurs : Augustin BOUMAH,

Victor AFENE,

Jean-Pierre NDONG

Paul MALEKOU

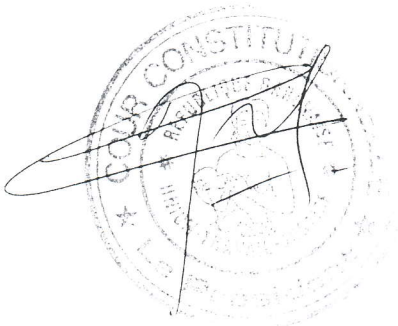
Séraphin NDAOT

Dominique BOUNGOUERE et

Madame Louise ANGUE, Membres, assistés de
Maître.BARBERA ISAAC Pierre François.

Et ont signé, Le Président et le Greffier

Le Président



A handwritten signature in cursive script, which appears to read "Barbera Isaac Pierre François".